

Unité départementale de l'Hérault
Subdivision H2
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

Montpellier, le
12 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPOST ENVIRONNEMENT

44 av du four à chaux
34260 LA TOUR SUR ORB

Références : UD34/H2/2022/206
Code AIOT : 0006602015

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2022 dans l'établissement COMPOST ENVIRONNEMENT implanté Lieu-dit La Plaine du Mas 34650 LUNAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été effectuée dans le cadre du suivi des plaintes pour nuisances olfactives dont font l'objet les activités de compostage implantées sur la commune de Lunas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPOST ENVIRONNEMENT
- Lieu-dit La Plaine du Mas 34650 LUNAS
- Code AIOT : 0006602015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Compost Environnement exploite sur le territoire de la commune de Lunas, lieu dit "La Plaine du Mas", une plate-forme de compostage de boues de step et de déchets verts.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Distances d'éloignement	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Process	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 28	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Qualité compost fini	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Gestion des eaux	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 39 - 42 - 46	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Gestion rejets air	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 50 - 54	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Odeurs	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53	/	Prescriptions complémentaires	6 mois
7	Origine des déchets	Code de l'environnement, article R.181-46 D.181-15	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Incendie	Code de l'environnement, article R.512-69	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments justificatifs démontrant que les conditions d'exploitation de la plate-forme sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22/04/2008 en particulier en ce qui concerne la gestion des odeurs et des eaux de ruissellement.

Dans le but d'objectiver l'impact olfactif de l'installation, une étude odeurs devra être réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Distances d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une installation de compostage comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- une aire* (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes ;- une aire* (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci ;- une aire* (ou équipement dédié) de préparation le cas échéant ;- une aire* (ou équipement dédié) de fermentation aérobie ;- une aire* (ou équipement dédié) de maturation ;- une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation le cas échéant ;- une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition le cas échéant. [...] A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site. [...] L'installation est implantée de manière à ce que les différents aires et équipements mentionnés ci-dessus soient situés : <ul style="list-style-type: none">- à au moins 50 mètres des habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets. Cette distance minimale est portée de 50 à 200 mètres pour les aires signalées avec un astérisque (*) au 1 du présent article lorsqu'elles ne sont pas fermées, avec collecte et traitement des effluents gazeux, et à 100 mètres pour lesdites aires d'installations compostant des effluents d'élevage connexes de l'établissement qui les a produits.
Constats : L'exploitant déclare que différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site et que les habitations les plus proches sont situées à environ 1,5km du site. Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection un plan justifiant de l'éloignement des habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets, par rapport à l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Process

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière après mélange, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions indiquées à l'annexe I. [...] La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à trois mètres. La hauteur peut être portée à cinq mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost. Annexe I La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur, par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 m, à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 m et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie. Lorsque la ventilation du mélange en fermentation est réalisée par aspiration à travers l'andain, la température enregistrée est la température moyenne de l'air extrait sous l'andain.
Constats : Le jour de la visite il n'a pas été constaté d'andain d'une hauteur supérieure à 3m. Les documents justifiant du respect des dispositions de l'annexe I n'ayant pas pu être consultés lors de la visite, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- le suivi des relevés de températures pendant la phase de fermentation pour le lot 8 ;- le suivi des retournements pour le lot 8 ;- la durée de la phase de fermentation pour le lot 8 ;- la procédure utilisée pour le relevé des températures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Qualité compost fini

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de compost aux critères définissant une matière fertilisante.
Constats : Les documents justifiant de la conformité du compost fini n'ayant pas pu être consultés lors de la visite, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les analyses du dernier lot de compost fini ayant été évacué.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 39 - 42 - 46
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 39 Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier installation.</p> <p>Article 42 Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de compostage ou de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat. [...] En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p> <p>Article 46 Raccordement à une station d'épuration.</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel, y compris les boues, dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec le gestionnaire du réseau d'assainissement et du réseau de collecte ; cette convention peut alors spécifier les valeurs limites de concentration à prendre en compte.</p> <p>Dans le cas contraire, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas : MEST : 600 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.</p> <p>Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p>Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Constats : Le jour de la visite il a été constaté que les avaloirs destinés à la collecte des eaux de ruissellement de la plate-forme sont encombrées par des déchets. Il est demandé à l'exploitant de nettoyer les avaloirs et de maintenir propre l'ensemble du réseau de collecte des eaux.</p> <p>Les documents relatifs à la gestion des eaux sur le site n'ayant pas pu être consultés lors de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection : - le plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... ; - le justificatif du dernier entretien du déboureur ainsi que le BSD associé ;</p>

<ul style="list-style-type: none"> - la convention de déversement dans le réseau de collecte ; - les analyses justifiant du respect des valeurs limites de rejet fixées par la convention ou l'arrêté ministériel du 20/04/2012 le cas échéant ; - un document analysant l'évolution des valeurs des paramètres de rejet analysés depuis la mise en service de la plate-forme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Gestion rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 50 - 54
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 50</p> <p>Les équipements et infrastructures susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou composés odorants sont exploités de manière à prévenir les émissions et sont, le cas échéant, munis de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions. Les effluents gazeux canalisés sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz dont la sortie est implantée de manière à limiter la gêne pour le voisinage.</p> <p>Cette règle d'implantation s'applique également aux sources d'odeurs diffuses dont les effluents gazeux ne sont pas collectés, telles que les andains de matières en cours de compostage, les lieux d'entreposage ouverts ou les lagunes.</p> <p>Sauf pour le compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires, et sans préjudice de dispositions complémentaires, les dispositions suivantes s'appliquent :</p> <p>Les rejets canalisés dans l'atmosphère, mesurés dans des conditions normalisées, contiennent moins de :</p> <p>« 5 mg/ Nm³ d'hydrogène sulfuré (H₂S) sur gaz sec si le flux dépasse 50 g/ h ;</p> <p>« 50 mg/ Nm³ d'ammoniac (NH₃) sur gaz sec si le flux dépasse 100 g/ h. »</p> <p>Article 54</p> <p>L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en oeuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Les documents justifiant du suivi des biofiltres n'ayant pas pu être consultés le jour de la visite, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de suivi des biofiltres (critère d'efficacité, périodicité de contrôle, de remplacement ...) - les résultats du dernier contrôle précisant l'organisme qui l'a réalisé, les méthodes mises en oeuvre et les conditions dans lesquelles il a été réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. Lorsqu'il existe un comité de riverains, l'exploitant lui présente annuellement les mesures correctives qu'il a mises en oeuvre.</p> <p>En cas de nuisances importantes, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un diagnostic et une étude de dispersion pour identifier les sources odorantes sur lesquelles des modifications sont à apporter pour que l'installation respecte l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans ladite étude au niveau des zones d'occupation humaine listées au premier alinéa du présent article dans un rayon de 3000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoe/m3 plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.</p> <p>Constats : L'exploitant déclare avoir sur son installation, une activité de dépotage de camions effectuant la vidange de fosses septiques. Les déchets déversés seraient traités par évaporation et les boues réintégrées dans le process de compostage. Il est demandé à l'exploitant de justifier du dimensionnement suffisant des casiers destinés à cette activité afin de prévenir tout débordement, y compris en cas de fortes précipitations.</p> <p>L'exploitant déclare avoir reçu une plainte pour nuisances olfactives la semaine précédant la visite et avoir, suite à cette plainte, vérifié le bon fonctionnement de ses installations. Le suivi des plaintes et des actions correctrices mises en oeuvre n'est pas réalisé. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.</p> <p>Compte tenu des plaintes récurrentes faisant état de nuisances olfactives liées à l'activité de l'installation, il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'identifier de manière exhaustive les sources d'odeurs présentes sur le site ;- d'analyser l'impact des conditions météorologiques sur la génération d'émissions olfactives en s'appuyant notamment sur le retour d'expérience ;- de faire réaliser par un organisme compétent un diagnostic et une étude de dispersion visant à étudier la conformité de la plate-forme aux dispositions de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 20/04/2012 et, le cas échéant à identifier les sources odorantes sur lesquelles des modifications sont à apporter pour que l'installation respecte l'objectif fixé à l'article précité ;- de mettre en place un réseau de capteurs périphériques permettant d'identifier la source d'odeurs et d'apporter une réponse rapide en terme d'exploitation ;- de réaliser une étude technico-économique visant à définir des solutions techniques pour réduire en fréquence et en intensité les épisodes olfactifs liés à l'exploitation de la plate-forme. <p>Ces mesures font l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Origine des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-46 D.181-15
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : R.181-46 Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. D.181-15 4° Pour les installations destinées au traitement des déchets, l'origine géographique prévue des déchets ainsi que la manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1, L. 541-13 du code de l'environnement et L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales.
Constats : L'exploitant déclare réaliser sur son site les opération de réception, mélange et fermentation pour le compte de la société Occitanie environnement. Ces activités n'avaient pas été déclarées lors de la demande d'antériorité pour la rubrique 2780A en 2014. Il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection la liste des déchets traités pour le compte de la société Occitanie environnement notamment les quantités et l'origine géographique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Incendie

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation " , à enregistrement " ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident « les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, » les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, » les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. « Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite il a été constaté que le bâtiment de mélange avait été endommagé par un incendie. L'exploitant déclare que l'incendie a eu lieu le week-end précédent (23 et 24 juillet 2022). En particulier les portes du bâtiment ont été découpées pour permettre l'intervention des pompiers. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport d'incident prévu à l'article R.512-69 en précisant notamment les mesures prises pour limiter les nuisances olfactives liées aux opérations de mélange dans l'attente de la réparation des portes du bâtiment. L'exploitant transmettra également l'échéancier de remise en état du bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours